Interview de Harald Hau

"La BCE retarde les réformes des banques européennes"

Par Yves Genier - Mis en ligne le 07.03.2012 à 14:07

Crise bancaire. Les aides financières de l'institut de Francfort ont éloigné le spectre d'un effondrement du système mais repoussent le règlement des problèmes de fond.

Chercheur au Swiss Finance Institute et professeur au Geneva Finance Research Institute de l'Université de Genève depuis l'an dernier, Harald Hau jette un regard très critique sur la crise que traversent les grandes banques européennes.

La Banque centrale européenne (BCE) a avancé près de 530 milliards d'euros à 800 banques commerciales le 29 février dans sa 2e opération de refinancement à long terme (LTRO). Cette gigantesque opération de renflouement va-t-elle mettre un terme à la crise?

Elle a répondu à un immense besoin de refinancement des banques européennes, dont les engagements auprès de créanciers privés arrivaient à échéance. Les marchés financiers qui les jugent risquées leur imposaient des conditions de crédit si dures que ces banques auraient eu d'importantes difficultés à les honorer, menaçant la stabilité du système bancaire.

Mais, en offrant des conditions nettement plus favorables que celles des marchés financiers, la BCE a en réalité pratiqué une gigantesque subvention des banques, pour ainsi dire un nouveau renflouement. Les canaux qui se bloquent sont ceux du crédit interbancaire et du refinancement privé des banques.

«C'EST UN PEU COMME SI NOUS AVIONS SUBVENTIONNÉ L'URSS EN 1989, À LA VEILLE DE LA CHUTE DU MUR DE BERLIN.»

En somme, la BCE a créé une distorsion de marché par rapport aux autres intervenants, comme l'industrie, qui n'a jamais bénéficié de tels avantages?

Si la BCE est intervenue, c'est pour éviter une extension de la crise bancaire en raison de l'importance des banques pour l'ensemble de l'économie. Mais cette intervention,

nécessaire en soi, génère un autre risque. Elle renforce les interactions entre la crise du secteur bancaire et celle de la dette publique.

Renflouées à bon compte par la BCE, les banques commerciales achètent des emprunts d'Etat très rémunérateurs, ce qui accroît leur exposition au risque d'insolvabilité de leurs débiteurs souverains. Normalement, les banques ne devraient pas détenir de dettes publiques parce qu'elles ne créent aucune valeur ajoutée par rapport aux investisseurs privés mieux placés pour assumer le même risque directement.

Le secteur bancaire va-t-il profiter du sursis accordé par la BCE pour se réformer et se renforcer?

réformer et se renforcer?

La BCE est intervenue pour compenser l'absence des responsables politiques dans cette affaire. Ces derniers auraient dû imposer rapidement des mesures plus drastiques envers les banques, voire les recapitaliser directement afin de renforcer leurs fonds propres. C'est ce que la Suisse a fait en imposant dès 2009 des contraintes plus élevées. Grâce à ces mesures, la Confédération n'a pas eu besoin de venir financièrement en aide aux grandes banques.

De bons régulateurs peuvent-ils faire la différence?

En général, l'expérience de la régulation bancaire n'est pas une histoire heureuse. De l'extérieur, il est très difficile de savoir exactement ce qui se passe dans une banque. Même les dirigeants n'ont pas toujours une vision claire des risques pris par leur établissement. Certains d'entre eux sont trop gros et trop complexes pour que l'on puisse appréhender tout ce qui s'y passe. On peut même tirer un parallèle entre la crise actuelle et la chute du système d'économie planifiée de l'ancien bloc de l'Est.

Ce dernier s'est effondré en raison de son incapacité à gérer des informations dans des organisations trop complexes et à maîtriser des incitations perverses. Aujourd'hui, les grandes banques vacillent pour la même raison. Elles semblent trop grandes pour continuer de fonctionner efficacement. La crise les aurait même toutes fait disparaître si l'Etat ne les avait pas sauvées.

La BCE n'a-t-elle fait que recouvrir les problèmes existants avec de l'argent plutôt que d'inciter le secteur à se réformer?

En poursuivant le parallèle avec les anciens pays de l'Est, c'est un peu comme si nous avions subventionné l'URSS en 1989, à la veille de la chute du mur de Berlin. Tout le monde aurait pensé que ce fût une folie de préserver un système qui a lamentablement échoué. Peu de gens posent les mêmes questions après la quasi-faillite des très grandes banques. Pourtant, le flux d'informations nécessaire à la bonne gestion d'entités aussi complexes ne semble toujours pas maîtrisé.

Pour certains économistes, la crise serait arrivée à un point d'inflexion.

Partagezvous cet avis?

Nous sommes engagés plutôt dans une politique du quitte ou double sans progresser dans la résolution des problèmes. En plus, l'intervention des Etats européens pour sauver la Grèce a conduit à un gigantesque transfert des risques privés vers le public. Dans l'hypothèse (presque certaine) d'une deuxième faillite de la Grèce dans les trois ans à venir, les pertes seront à la charge des Etats, donc des contribuables, et non plus des investisseurs privés et des actionnaires bancaires.

Ce qu'il en découlera, ce sera une crise politique majeure. Cela dénote surtout la capacité des banques à retarder les échéances afin d'encaisser les intérêts le plus longtemps possible et à transférer leurs pertes vers l'Etat. Elles avaient tenté la même chose aux Etats-Unis au début des années 1990 mais se sont heurtées à la détermination de Washington. Divisés quant aux solutions à appliquer, les Européens ne peuvent pas afficher la même fermeté.

Des banques ont déjà comptabilisé des pertes à venir et renforcé leurs fonds propres. Votre scénario n'est-il pas trop pessimiste?

Ces actions démontrent au contraire qu'il aurait fallu laisser la Grèce partir en faillite dès le départ. Mais les grandes banques commerciales européennes, qui auraient beaucoup perdu, se sont au contraire ingéniées à susciter un climat de peur. Par exemple, en exagérant les risques de contagion à d'autres pays européens d'un effondrement grec.

effondrement grec.

Les banques commerciales sont-elles les seules responsables de l'aggravation de la crise?

La BCE a fait trois erreurs fondamentales: premièrement, elle a fait obstruction à la faillite de la Grèce; deuxièmement, elle n'a pas exercé son pouvoir, pourtant considérable, pour faire recapitaliser et restructurer les banques européennes plus rapidement et, enfin, elle a financé l'énorme fuite de capitaux hors des banques grecques, essentiellement grâce à des apports de la Bundesbank. Par conséquent, le contribuable européen doit aussi assumer toutes les pertes des banques grecques. Ce qu'il aurait fallu faire dès le début de la crise, c'est nationaliser les banques de ce pays afin d'assurer leur existence et d'éviter une fuite de capitaux.

Que doivent désormais faire les responsables politiques?

Ils devraient consacrer les fonds destinés aux créanciers de la dette grecque à la recapitalisation des banques privées, ce qui serait plus sain et moins coûteux, et reviendrait en fait à les nationaliser ou à les européaniser. Quant à l'Etat, il doit faire faillite, ce qui reste la méthode la plus sûre pour rétablir l'équilibre budgétaire et trouver un niveau d'endettement soutenable. Quitte à ce que le pays sorte de l'euro, ce qui reste du ressort des Grecs eux-mêmes.

Profil
Harald Hau

Dès avant son arrivée au Swiss Finance Institute à la rentrée 2011, l'universitaire allemand s'est forgé une réputation d'expert des marchés financiers internationaux et de gouvernance des banques commerciales. Il a exercé pendant dix ans la fonction de professeur associé à l'INSEAD en France et à Singapour. Il a été formé à Berkeley, aux Etats-Unis.

Dossier 'Canton de Genève'

- MÉDICAMENT. La gestion grippée des réserves de Tamiflu (15.12.2011)
- HORLOGERIE. Genève, le temps enfin retrouvé (15.12.2011)
- LIVRE. Ananda Devi: La rage et le sucre (07.12.2011)
- IMPOT. «Les banques genevoises auront un énorme problème» (07.12.2011)
- INTERVIEW. Dans le luxe, Genève ouvre la voie (30.11.2011)
- NEGOCE. Traders cherchent cash (30.11.2011)
- CONTRE-TEMPS. Poinçonné (30.11.2011)
- INITIATIVE. Salaire minimum: vraie chance ou fausse bonne idée? (23.11.2011)
- Immobilier. Ces appartements vides qui dorment à Genève (16.11.2011)
- Technologie médicale. T-shirt «intelligent» pour maniacodépressifs (16.11.2011)
- Reportage. Indignés: durer sans déraper (16.11.2011)

Tags: Harald Hau, BCE,